

Le Président. — Je vous remercie pour votre intervention, Monsieur le Président du Conseil.

La parole est au chancelier de la République fédérale d'Allemagne, M. Helmut Kohl.

(Applaudissements)

Kohl, membre du Conseil européen. — (DE) Monsieur le Président du Parlement, Monsieur le Président de la République, Mesdames et Messieurs, nous tous ressentons les événements qui se déroulent aujourd'hui en Europe — surtout en Europe centrale, en Europe de l'Est et du Sud-Est — comme des faits de portée historique. Je vous suis très reconnaissant, à vous Monsieur le Président et à l'Assemblée, de m'offrir l'occasion en ce moment d'exposer l'attitude du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

M. le Président Mitterrand vient de vous présenter les résultats du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement, samedi dernier à Paris. Je tiens une fois de plus à remercier le président Mitterrand pour l'initiative qu'il a prise d'organiser — compte tenu des événements actuels — un échange de vues approfondi sur les questions qui nous préoccupent et cela avant la rencontre au sommet entre les présidents des Etats-Unis et de l'Union soviétique — j'insiste là-dessus — et avant le Conseil européen ordinaire des 8 et 9 décembre, donc dans quelques jours ici à Strasbourg, pour nous permettre de prendre quelques décisions importantes.

Nous sommes tous témoins d'un grand bouleversement en Europe. A l'Ouest, les Etats membres de la Communauté se préparent activement à faire face aux défis du 21^e siècle. Grâce au grand marché intérieur européen que nous voulons parachever en commun le 31 décembre 1992, l'Europe occidentale deviendra, avec plus de 320 millions d'habitants, le plus grand espace économique du monde.

Mais au-delà de cette date, nous préparons déjà l'évolution future de la Communauté européenne vers une Union politique. Pour la République fédérale d'Allemagne, ce grand marché est une étape importante; mais c'est une étape intermédiaire. Ce que nous voulons, c'est l'unification politique de l'Europe.

(Applaudissements)

Les tâches qui nous incombent aujourd'hui — d'abord la réalisation de la dimension sociale du marché intérieur, afin de susciter l'enthousiasme des millions de travailleurs et de leurs représentants syndicaux pour qu'ils choisissent cette Europe, non seulement par raison, mais également avec leur cœur, ensuite les décisions nécessaires pour réaliser l'Union économique et monétaire — sont autant de jalons importants sur cette voie. En un mot, il faut que le développement dans la Communauté européenne se poursuive.

Simultanément, des mutations profondes s'opèrent à une vitesse vertigineuse dans l'ordre politique, économique et social d'un nombre croissant d'Etats de l'Est de notre continent. C'est entre autres la politique de la réforme introduite par le Secrétariat général Mikhaïl

Gorbatchev qui a déclenché cette évolution. Pour cela il mérite notre reconnaissance.

(Applaudissements)

Comme lui, j'estime que le succès des réformes en Union soviétique est déterminant pour l'évolution générale en Europe. C'est vrai également pour les progrès que nous devons impérativement réaliser dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements, chose qu'il convient de ne pas oublier dans cette discussion. Aujourd'hui plus que jamais, les négociations de Vienne doivent être couronnées de succès.

En Hongrie, en Pologne — et aujourd'hui en RDA — les citoyens eux-mêmes ont ouvert la porte à des réformes profondes. Il en va de même — nous l'espérons tous — en Bulgarie, dans un avenir proche j'espère, en Roumanie et, comme tout un chacun peut s'en rendre compte ces derniers jours, en Tchécoslovaquie. Les images qui nous proviennent de Prague suscitent notre sympathie la plus cordiale et sont remplies d'espoir pour les habitants de la Tchécoslovaquie.

(Applaudissements)

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons l'espoir fondé de surmonter le conflit Est-Ouest, d'établir une situation de stabilité durable dans la paix pour toute l'Europe. Je sais, nous n'en sommes bien sûr qu'au début d'un tel développement et personne ne doit sous-estimer ni ignorer les risques d'un échec et les dangers potentiels qui peuvent en résulter.

En ce moment plein d'espoir, je voudrais lancer un appel à la prudence, car il ne faut pas se cacher les réalités et substituer à ces dernières les visions et les illusions; toutefois — et cela nous remplit d'espoir — il existe aujourd'hui une véritable perspective de changement pour l'Europe entière, une véritable chance pour un ordre pacifique européen, pour une Europe de la liberté, du respect des droits de l'homme et de l'autodétermination.

La nouvelle dynamique du processus de l'unification européenne, ces dernières années, a favorisé considérablement les mouvements de réforme dans les pays d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est. Ce serait commettre une grave erreur et méconnaître totalement la situation que de vouloir en ce moment précis mettre un frein à ce processus d'unification européenne.

(Applaudissements)

D'après les informations que j'ai et selon nombre de mes entretiens, je sais que le rayonnement et le pouvoir d'attraction de la Communauté européenne envoûte les citoyens de toute l'Europe. Il est par conséquent dans notre intérêt commun et de notre responsabilité globale pour l'Europe, de promouvoir et de faire réussir ces processus de réforme.

La Communauté européenne et tous ses Etats membres sont appelés à apporter leur contribution, avec sagesse et modération, avec imagination et souplesse, mais tout autant en étant disposés à s'associer à un véritable

Kohl

programme opérationnel de coopération à long terme. Accordons notre aide en prenant conscience du fait qu'il s'agit de l'Europe: notre Europe. Et l'Europe — je le répète aujourd'hui — c'est bien plus que l'Europe des Douze de la Communauté européenne. Font partie de l'Europe non seulement Londres, Rome, La Haye, Dublin et Paris, mais aussi Varsovie, Budapest, Prague et Sofia sans oublier, bien entendu, Berlin, Leipzig et Dresde.

(Applaudissements)

Ce sont justement les événements en Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est qui nous montrent, on ne peut plus clairement, le rôle pilote que joue l'Acte unique européen: il nous invite à élaborer d'abord, à réaliser ensuite, une politique extérieure commune. En agissant d'une manière solidaire vis-à-vis des autres pays, nous sommes sur la bonne voie.

N'oublions pas que ces autres pays ne comprendraient guère que nous ne progressions pas avec détermination dans la Communauté européenne sur cette voie de l'intégration économique et politique. A tous ceux qui douteraient de l'attitude de la République fédérale d'Allemagne je dis clairement: le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne respectera entièrement les engagements et les objectifs de l'Acte Unique. Elle confirme son adhésion à l'Union européenne. Pour nous, il n'y a d'autre choix que la poursuite et le renforcement du processus de l'unification européenne.

Notre position est parfaitement claire et il est interdit à quiconque d'en douter. Nous, en tant qu'Allemands compte tenu de l'histoire de ce siècle — et dix années seulement nous séparent de l'aube du 21^e siècle — nous connaissons notre mission particulière et je tiens à le dire personnellement, notre vocation européenne.

Les événements historiques des semaines et des mois écoulés en Pologne, en Hongrie et pour finir en RDA et notamment à Berlin, ont changé le visage de l'Europe et par conséquent le visage de l'Allemagne.

Je l'ai ressenti tout particulièrement lors de ma visite en République populaire de Pologne entre les 9 et 14 novembre. Nos rapports avec la Pologne et le développement de la situation en RDA sont intimement liés. Si la Pologne et la Hongrie — de pair avec l'Union soviétique — n'avaient pas ouvert la voie à des réformes profondes sur les plans politique, économique et social, la situation en RDA n'aurait jamais pu mûrir au point où nous savons.

(Applaudissements)

Il est non moins vrai que, sans le succès des réformes en Pologne et en Hongrie, les chances de renouveau en RDA et ailleurs seraient remises en cause. Ces réformes ne doivent pas échouer! Leur réussite est dans l'intérêt de l'Europe toute entière. Ceux qui reculent aujourd'hui trahissent l'Europe et la cause commune de la liberté de tous les Européens.

(Applaudissements au centre)

C'est la raison pour laquelle j'ai transmis le message suivant à tous les Polonais: « Vous n'êtes pas seuls sur ce chemin difficile parcouru au prix de maints efforts et sacrifices. Vous pouvez compter sur vos amis à l'Ouest ». Ce même message, je le transmets aujourd'hui au Parlement européen.

(Applaudissements)

L'heure de la solidarité européenne a sonné. Nous tous sommes redevables de cette solidarité à nos voisins européens dans ces pays où, pendant des décennies entières, ils ont été privés du juste fruit de leur travail à cause d'une mauvaise gestion économique.

Je me suis personnellement engagé en faveur d'importantes mesures d'aide sur le plan économique et financier et d'un programme global de coopération avec la Pologne. Nous en avons longuement discuté au sein du gouvernement fédéral et nous avons pris notre décision, conscients de notre responsabilité nationale et européenne.

Grâce à une répartition des charges entre les différents membres de la communauté occidentale, nous participons simultanément dans une large mesure aux devoirs futurs de l'Europe.

Lors de ma visite à Varsovie, j'ai déclaré, de concert avec le Premier ministre Mazowiecki, que l'accord de commerce et de coopération, récemment signé par la CEE et la Pologne, constituait une base importante pour la coopération future. Il faut exploiter le plus largement possible les possibilités offertes par cet accord, il faut — toujours dans le cadre de notre solidarité — faciliter davantage l'accès des produits polonais sur le marché européen. Mais nous ne pouvons nous contenter de ces premiers succès. Il est décisif que la Communauté européenne adopte une position d'ouverture vis-à-vis de ces Etats, de tous les Etats qui ont commencé à s'engager réellement sur la voie d'une profonde réforme politique, économique et sociale.

Nous voulons et nous devons appuyer ces réformes grâce à un programme diversifié de coopération, entre autres, dans le cadre des instances internationales concernées, comme le Fonds monétaire international ou le Club de Paris. Nous voulons donner corps aux accords de commerce et de coopération et créer sur cette base les conditions d'une meilleure coopération à moyen et à long terme.

Ce que je viens de dire s'applique notamment à la Hongrie. Dans l'histoire parfois douloureuse de notre continent, on ne trouve guère deux autres pays ayant vécu aussi longtemps en harmonie et en paix que les Allemands et les Hongrois. Cette longue histoire commune a forgé une grande amitié et ces derniers jours nous en ont fourni la preuve une fois de plus.

Qu'il me soit permis de rappeler la politique exemplaire suivie par le gouvernement hongrois vis-à-vis des minorités ethniques. Cette politique permet aux Allemands de Hongrie de cultiver la langue, la culture et la tradition dans le pays où ils ont leurs racines et ne les oblige pas à chercher leur salut dans l'émigration.

Kohl

Je tiens également à rappeler au Parlement européen le courage qu'à eu ce pays de supprimer le rideau de fer, d'ouvrir ses frontières non seulement à ses propres citoyens, mais également aux Allemands.

(Applaudissements)

Les images de cet été sont gravées dans nos mémoires. Elles ont touché les citoyens d'Allemagne et d'Europe et nous ne les oublierons pas. Aucun autre pays du Pacte de Varsovie ne va aussi loin que la Hongrie et la Pologne sur la voie de la libéralisation du régime et de la société.

De profondes mutations économiques allant dans le sens de l'économie de marché et de l'initiative privée sont déclenchées. On ne peut que s'en féliciter. Mais ces réformes nécessitent de douloureux processus d'adaptation en Hongrie, et ces processus sont longs. Pendant cette période difficile de transition, l'aide de l'Ouest est indispensable.

Pour la Hongrie, cela signifie: renforcement de la coopération avec la Communauté européenne, conclusion dans les plus brefs délais des négociations avec le Fond monétaire international et les autres organisations occidentales, sans oublier les aides bilatérales des pays partenaires occidentaux. Nous avons fait le nécessaire dans la limite de nos possibilités: depuis l'automne 1987, la République fédérale d'Allemagne a mis en tout plus de 2 milliards de DM à la disposition de la Hongrie. Je serais heureux si les autres pays européens accordaient également une aide substantielle à la Hongrie.

Au cours d'un entretien avec le Premier ministre hongrois Nemeth, dimanche dernier, il m'a fait comprendre avec insistance que la tâche primordiale des mois à venir — pour son pays et je suppose pour d'autres pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle — consistait à éviter des goulots d'étranglement dans l'approvisionnement en énergie et à préserver la solvabilité de la Hongrie. Il a tenu à souligner tout particulièrement que l'aide occidentale devait être vue en corrélation étroite avec la poursuite sans accroc de la réforme politique de son pays.

Les premières élections véritablement libres en Hongrie depuis 1945 sont censées avoir lieu au printemps 1990. A l'avant-veille de ces élections, il convient de maintenir et de renforcer l'engagement de tous les citoyens hongrois en faveur de ces réformes. La semaine dernière, la Hongrie a demandé d'adhérer comme membre à part entière au Conseil de l'Europe. Cette demande d'adhésion mérite d'être appuyée par nous tous.

(Applaudissements)

Je répète ce que j'ai dit à propos de la Pologne: le succès de ce processus de réforme présente un intérêt pour l'Europe entière. C'est la raison pour laquelle je me permets de réitérer ici l'appel que j'ai lancé à l'Élysée samedi dernier: aidons ensemble la Pologne et la Hongrie, aidons ensemble les pays d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est qui ont mis sur les rails de véritables réformes politiques et économiques. Accordons-leur notre appui sur leur route vers la démocratie, sur les

plans national, européen et dans les organisations internationales.

Un autre engagement nous lie: nous devons faire suivre toutes nos bonnes paroles d'actes positifs. Qu'une chose soit dite clairement ici et aujourd'hui: le sommet économique mondial de l'été passé a chargé la Commission de la CEE de la coordination des mesures d'aide en faveur de la Pologne et de la Hongrie. Assistons la Commission et son président Delors dans l'accomplissement de cette tâche importante! Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, l'égoïsme national est totalement déplacé!

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je voudrais vous lancer à tous un appel dans ce sens: faites en sorte que ces développements politiques puissent également, à l'avenir, bénéficier de l'appui nécessaire de tous les collègues dans cette Assemblée et dans les parlements nationaux.

Non seulement en Allemagne, mais partout en Europe et dans le monde, on a suivi avec fascination les événements spectaculaires en RDA ces derniers jours. Depuis la nuit du 9 au 10 novembre, la situation en Allemagne — au cœur de l'Europe — connaît des changements fondamentaux. La volonté de liberté des Allemands vivant à Berlin-Est en RDA a eu raison, d'une manière pacifique, du mur et des barbelés. Après presque trois décennies de séparation, les Allemands célèbrent les retrouvailles, la parenté et l'unité.

Nous avons été les témoins, pour les avoir vus à l'écran de télévision ou pour les avoir vécus personnellement, de moments émouvants, de joie intense et de gaieté, de fraternité et d'amour du prochain. Ces images nous ont montré que les Allemands, qui se retrouvent enfin dans un esprit de liberté, ne seront jamais une menace, mais bien au contraire, une aubaine pour l'unité européenne.

(Applaudissements)

C'est également cette unité qui est en cause dans les événements actuels en RDA. La division de l'Allemagne a toujours été l'expression visible et douloureuse de la division de l'Europe. Inversement, l'unité de l'Allemagne ne pourra s'accomplir qu'au prix d'une plus grande unité de notre vieux continent. La politique allemande et la politique européenne sont indissociables. Il s'agit des deux côtés d'une même médaille.

(Applaudissements)

Berlin, cette ville qui est également une métropole européenne en Allemagne, est comme nulle autre devenue le symbole de la division de l'Allemagne et, par conséquent, de l'Europe. Le mur était mondialement connu pour être une frontière inhumaine séparant l'Europe de la liberté de l'Europe de la dictature et, par là même, divisant des peuples apparentés.

Aujourd'hui nous lançons un regard d'espoir vers Berlin. Nous éprouvons de la joie et de la satisfaction à constater que la force paisible et pacifique de la liberté a permis la rencontre de familles et d'amis, de citoyens du même peuple. C'est là en même temps un signal pour

Kohl

l'avenir, car c'est la même force qui constitue notre atout dans notre vision d'un ordre pacifique futur en Europe. Partout où l'on peut impunément franchir les frontières, échanger librement les idées et les opinions et où les hommes peuvent se rencontrer, la méfiance et l'inimitié sont, à la longue, condamnées.

La liberté des hommes est, et restera, le meilleur gage d'une paix durable et stable en Europe. Robert Schuman, Jean Monnet, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer, les grands pères fondateurs de l'Union européenne, ne sont pas les moindres à s'être inspirés de cette idée. Eux savaient ce qu'aujourd'hui on a trop souvent tendance à oublier : la construction de l'Europe unie est avant tout une œuvre de paix et il faut que nous la réussissions en commun !

(*Applaudissements*)

Pour les citoyens vivant sur la partie libre de notre continent — et cela est vrai avant tout pour les jeunes générations — il est aujourd'hui normal de franchir en toute liberté les frontières et de lier des amitiés. Nous souhaitons que cela vaille à l'avenir pour toute l'Europe. Et une fois de plus, c'est Berlin qui devient le symbole à cet égard : le symbole d'un espoir pour un avenir qui rassemble tous les Européens et tous les Allemands dans la paix et la liberté.

Dans sa « Convention sur la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales » du 4 novembre 1950, le Conseil de l'Europe décrit les fondements d'un tel avenir commun, ou si vous voulez, les règles internes indispensables au bon fonctionnement d'une « maison commune européenne ». pour introduire cette image dans la discussion. Dans son préambule, la Convention évoque « l'héritage du patrimoine culturel, de traditions politiques, du respect de la liberté et de la primauté de la loi ».

Cela concerne aussi tout particulièrement les Allemands de la RDA dans la situation actuelle. La réjouissance face à ce nouveau mouvement de liberté en RDA ne doit pas nous faire oublier une chose : nous n'en sommes qu'au début d'une évolution. Nous sommes loin d'avoir atteint le but. Les citoyens de la RDA veulent désormais être libres dans tous les domaines de la vie quotidienne. Ils veulent la liberté d'opinion et de l'information, la liberté de presse, d'une presse qui informe et commente en vertu des seules règles de la responsabilité de la presse, et non pas en fonction des instructions d'un quelconque comité central d'un parti. Ils veulent de véritables syndicats libres qui représentent les intérêts des travailleurs et non pas ceux d'un Etat ou d'un parti. Ils réclament le droit de fonder de véritables partis indépendants et, avant tout, ils veulent des élections libres, justes et secrètes, exprimant la vraie souveraineté du peuple.

Dans la déclaration gouvernementale du nouveau chef de gouvernement de la RDA, Hans Modrow, on trouve une série d'indications qui vont dans ce sens. A présent, ce qui est déterminant, c'est de voir comment ces promesses seront traduites dans les faits. Les réformes doivent être poursuivies et rendues irréversibles ; je vous

dis d'ores et déjà que les citoyens de la RDA ne vont pas accepter d'autre solution.

(*Applaudissements au centre*)

Cela implique, entre autres, que le Parti socialiste unitaire abandonne sa prétention à être la seule instance dirigeante et que son monopole du pouvoir soit rayé de la Constitution de la RDA. Le droit de tous les Allemands à l'autodétermination n'est pas respecté. Ce droit doit être garanti aux Allemands de la RDA, au même titre qu'aux citoyens de la République fédérale. La liberté était, est, et restera toujours au centre de la question allemande. Cela veut dire avant tout que les citoyens de la RDA doivent pouvoir décider eux-mêmes de la voie qu'ils entendent suivre. Ils n'ont à cet égard de leçon à recevoir de personne.

(*Applaudissements au centre et à gauche*)

On sent qu'ils savent ce qu'ils veulent. Cela est vrai pour ce qui est de l'unité de la nation et de la réunification. Nous tous — en Europe et en République fédérale d'Allemagne — sommes tenus de respecter la décision que prendront, en toute liberté et en toute indépendance, les Allemands de l'Est. Cela ne nous affranchit pas pour autant de notre devoir qui est celui de dire clairement ce que nous voulons en République fédérale d'Allemagne. Notre gouvernement continue à adhérer au principe que Konrad Adenauer avait déjà formulé en son temps : *une Allemagne libre et unie dans une Europe libre et unie*.

La loi fondamentale dans notre constitution nous oblige à réaliser ces deux objectifs. Elle invite le peuple allemand « à constituer une Allemagne dans la libre autodétermination, l'unité et la liberté » et elle exprime la volonté du peuple allemand d'« œuvrer dans l'Europe unie au service de la paix dans le monde ». Les deux objectifs vont de pair et ne sont nullement conflictuels, il s'agit bien au contraire d'un devoir commun pour l'avenir des Allemands.

La liberté, les droits de l'homme et l'autodétermination restent des clés de voûte décisives dans l'édifice d'un ordre pacifique englobant toute l'Europe. Désormais, il faudra faire preuve de sens de la mesure, de sagesse et d'imagination politique. Les Allemands de la RDA dépendent étroitement de notre aide. Tout comme les Polonais et les Hongrois, ils ont besoin de notre appui. La question déterminante est de savoir dans quelle mesure il sera possible de réaménager fondamentalement l'Etat, la société et l'économie.

Je répète ici ce que j'ai déclaré il y a quelques jours devant le Bundestag : « Si une telle mutation devenait obligatoire et — ce qui est fondamental — irréversible, le gouvernement de la République fédérale serait prêt à donner une nouvelle dimension à son aide et à sa coopération, une aide qui bénéficiera directement aux Allemands de l'Est ».

J'en ai parlé personnellement au cours d'une conversation téléphonique avec le président du Conseil d'Etat de la RDA. Ces derniers jours, le ministre fédéral, dûment mandaté, a engagé les premières discussions à ce sujet

Kohl

avec les responsables à Berlin-Est et j'ai l'intention de me rendre personnellement sous peu en RDA, afin de m'entretenir avec les responsables.

Assister la RDA dans ses efforts de réforme ne relève pas exclusivement de la responsabilité des Allemands. Il s'agit d'un devoir à dimension européenne — j'insiste là-dessus — car ce qui a été déclenché là-bas, touche de très près le développement global en Europe et, pour reprendre une autre image du domaine de l'architecture: c'est la statue de l'Europe qui est en cause.

Je vous prierai de comprendre que nous sommes parfaitement conscients de notre responsabilité particulière dans cette situation, en tant que partenaires de nos amis européens et de nos voisins européens. Nous sommes tous interpellés en Europe et cela inclut bien sûr la Communauté européenne! La définition imminente d'un mandat permettant à la Commission de la CEE de négocier un accord commercial entre la CEE et la RDA, et l'ouverture, début décembre, des pourparlers par le commissaire Andriessen sont une étape importante.

Samedi dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté ont exprimé leur grande joie à propos de l'évolution de la situation en Allemagne. La façon paisible et mesurée dont les Allemands de l'Est entendent faire respecter leur droit à la liberté a tout particulièrement suscité leur admiration. Ils ont exprimé leur volonté d'assister ces gens dans leur élan de liberté. Je leur suis reconnaissant de cette attitude, de ces déclarations et de ces témoignages. Nous savons que nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes tout seuls. On ne peut trouver la solution aux problèmes allemands que sous un toit commun européen. Cela est vrai pour nous, en République fédérale d'Allemagne, et cela est aussi vrai pour les Allemands de la RDA. C'est leur liberté qui est en jeu, tout comme celle des Polonais, des Hongrois de même que l'avenir des citoyens d'Union soviétique, des Tchèques, des Slovaques, des Bulgares et des Roumains.

Il s'agit de la liberté d'une seule Europe et de l'avenir de tous les Allemands et de tous les Européens, dans une liberté partagée par tous. C'est dans cet esprit que je vous demande d'œuvrer en commun pour un ordre pacifique équitable et durable dans toute l'Europe. La République fédérale d'Allemagne est prête à fournir sa contribution à cette grande œuvre.

(Applaudissements vifs et prolongés)

Le Président. — Merci beaucoup, Monsieur le Chancelier.

Cot (S). — Monsieur le Président, face aux événements formidables qui se développent à l'Est sous nos yeux qu'a fait le Président du Conseil européen? Il a convoqué ses collègues à Paris pour une réunion spéciale afin d'arrêter les mesures d'urgence et il vient rendre compte au Parlement européen, c'est-à-dire aux représentants élus des peuples de la Communauté. Il n'y a là rien que de très normal, en même temps, quel progrès insigne pour notre démocratie en Europe!

Monsieur le Président du Conseil européen, en posant un tel précédent, en y associant le Chancelier Kohl, vous honorez le Parlement mais, surtout, vous faites accomplir aux institutions européennes une manière de mutation démocratique en dehors de toute révision des Traités.

(Applaudissements)

Alors que la prochaine conférence intergouvernementale doit se saisir du problème de la démocratisation des institutions, la pratique, la coutume constitutionnelle, si je puis dire, vient de franchir, grâce à vous, une étape importante et ce pour débattre de la situation en Europe de l'Est.

« Levez-vous, orages désirés ». Qui d'entre nous, tel le poète, n'a appelé de ses vœux le vent de la liberté qui souffle en bourrasques sur l'Est? Qui de nous n'a souhaité que soit dépassée la division de l'Europe, ébréché le mur de la honte, éliminée la guerre froide? Ne feignons pas d'être surpris par ces événements que nous avons désirés mais que nous avons aussi contribué à faire éclore. Certes, on ne pouvait imaginer le moment, l'allure de la marche de l'Histoire, mais nous sommes des responsables politiques. Il nous faut, aujourd'hui, les uns et les autres, chacun à notre place, contribuer à maîtriser les événements, que nous, Européens avons provoqués.

Nous, Européens, vous me permettez d'en citer deux qui ont joué un rôle particulier en la présente circonstance. Mikhaïl Gorbatchev, en lançant avec audace et courage la politique de *perestroïka*, a ébranlé le cours des choses. C'est en son nom que les jeunes défilent à Prague, à Leipzig et à Sofia. Comme ils défilaient hier, en son nom, sur la place Tiem-An-Men. Le concours actif qu'il apporte aux changements à l'Est ne se limite pas, au demeurant, à donner l'exemple. C'est aussi lui, le Président Gorbatchev, qui a donné l'ordre aux chars russes de rester dans leur cantonnement, renonçant avec éclat à la sinistre doctrine Brejnev de la *souveraineté limitée* pour rendre sa chance à la démocratie.

(Applaudissements)

Le second Européen que je veux saluer aujourd'hui est Willy Brandt. Le jeune maire de Berlin, qui a vu élever le mur pendant son mandat, qui est devenu ensuite chancelier de la République fédérale, a posé, avec l'Ostpolitik, les fondements de l'édifice nouveau. Les traités des années 70 ont permis les premiers échanges, apporté les premières garanties, ouvert la voie au processus d'Helsinki. La suite, nous la vivons aujourd'hui. Mais ce sont principalement les hommes et les femmes de Varsovie et de Budapest, de Berlin et de Prague qui font l'Histoire.

Vous l'avez dit, Monsieur le Président du Conseil européen, ici même, le mois dernier, et rappelé à l'instant. Je vous cite: « c'est le peuple dont la clameur se fait entendre, c'est la détermination du peuple qui